



UN MEILLEUR AVENIR POUR LES JEUNES AU CANADA

LIVRET, STRATÉGIQUE RE-IMAGINE 2025

Les points de vue des jeunes sur :

**LES DROITS DE L'ENFANT
L'ÉDUCATION**

**LA GOUVERNANCE ET LA RÉFORME DES SYSTÈMES
LES SOINS DE SANTÉ
LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES**

Une initiative des défenseurs de la jeunesse
d'UNICEF Canada

UNICEF Canada exprime sa reconnaissance :

Aux jeunes qui ont participé aux sessions, et qui ont contribué à la rédaction du présent livret stratégique.

À nos partenaires pour la Journée nationale de l'enfant :

Assurer un avenir en santé, BGC Canada, Campagne 2000, la Commission des élèves du Canada, L'alliance nationale pour l'enfance et la jeunesse, Jack.org, Plan International Canada, Résultats Canada, Santé des enfants Canada, et YMCA Canada.



Nous adressons des remerciements particuliers à **Overlap Associates**.

UNICEF Canada reconnaît que son travail se fait dans des territoires autochtones dans l'ensemble de « l'île de la Tortue » et s'engage à œuvrer à la réconciliation avec les peuples autochtones. Le bureau national d'UNICEF Canada se trouve sur le territoire ancestral traditionnel de plusieurs Nations, dont les Hurons-Wendat, les Pétuns, les Sénécas et plus récemment, les Mississaugas de New Credit. Ce territoire fait partie du Pacte de la ceinture wampum faisant référence au concept du « bol à une seule cuillère », qui permettait à tous les peuples de partager et de gérer pacifiquement les ressources autour des Grands Lacs. Ce territoire est également couvert par les traités du Haut-Canada. Il accueille aujourd'hui plusieurs Premières Nations, communautés Métis, et peuples inuit, et nous sommes reconnaissants de pouvoir vivre et travailler sur ce territoire.

Also available in English.

Toutes les photos © UNICEF Canada

Des extraits de cette publication peuvent être reproduits avec mention de la source. Les demandes d'utilisation d'extraits plus importants de la publication devraient être adressées à UNICEF Canada.

Nous suggérons d'employer le format de citation suivant :

UNICEF Canada, 2025. Livret stratégique Ré-imagine, UNICEF Canada, Toronto.

Pour obtenir plus de renseignements sur UNICEF Canada :

Téléphone : 1 800 567-4483

Courriel : info@unicef.ca

À PROPOS DE CE LIVRET STRATÉGIQUE

Ce livret représente le travail des jeunes défenseurs de la jeunesse qui se sont réunis tout au long de l'année 2025 pour apprendre, mais aussi échanger des connaissances et des compétences relatives à leurs droits fondamentaux et à la défense de ces droits. Ces jeunes ont retenu cinq enjeux étroitement liés qui les unissent dans leur volonté farouche de bâtir un pays meilleur et un monde différent : **les droits de l'enfant, l'éducation, la gouvernance et la réforme des systèmes, les soins de santé, et les changements climatiques.**

Chaque énoncé présente les points forts du débat mené par les jeunes sur un thème particulier, tel que compris et rédigé par eux. Chaque section présente leurs recommandations aux décideurs, aux alliés adultes et aux autres jeunes, et la manière dont ces derniers peuvent les soutenir dans leurs actions de défense des droits des jeunes. Bien que ces mots soient les leurs et ne représentent pas nécessairement les positions d'UNICEF Canada ou de ses organisations partenaires de la Journée nationale de l'enfant, nous sommes fiers d'offrir cette plateforme pour les points de vue des jeunes sur les questions qui leur tiennent à cœur. Veuillez les lire et les partager avec le plus grand nombre possible de personnes, pour amplifier la voix des jeunes et leurs expériences et les aider à ré-imaginer un avenir plus radieux pour les jeunes du Canada.

Le livret stratégique a été diffusé pour la première fois lors du Sommet de la jeunesse le 20 novembre 2025, en reconnaissance de la Journée nationale de l'enfant et la Journée mondiale de l'enfance.

Une version numérique du présent livret stratégique est également disponible au www.unicef.ca/livretstrategiquereimagine 

TABLE DES MATIÈRES

4	Pleins feux sur les grandes tendances qui menacent l'avenir de l'enfance
5	Pleins feux sur U-Report Canada
6	Notre guide pour un Canada plus fort
7	Les droits de l'enfant
12	L'éducation
17	La gouvernance et la réforme des systèmes
22	Les soins de santé
26	Les changements climatiques
31	Des paroles à l'action

PLEINS FEUX SUR LES GRANDES TENDANCES QUI MENACENT L'AVENIR DE L'ENFANCE

Le rapport *La Situation des enfants dans le monde 2025* de l'UNICEF examine la mesure selon laquelle les enfants et les jeunes sont touchés par la pauvreté dans le monde entier. En s'appuyant sur des témoignages personnels de jeunes, le rapport se penche sur la manière dont cinq grandes tendances – les crises climatiques et environnementales, l'intensification des conflits et de la fragilité, les changements démographiques, le fossé numérique et les chocs économiques – exercent une incidence sur la pauvreté infantile et exigent de nouvelles solutions. Dans le cadre de ce travail, les membres de chaque groupe ont réfléchi aux conséquences de la pauvreté sur leur thème en analysant en quoi les disparités en matière de revenus familiaux déterminent comment les jeunes appréhendent cet enjeu.



Les crises climatiques et environnementales

La hausse des températures mondiales, les phénomènes météorologiques extrêmes, la pollution et la perte de ressources naturelles transforment les écosystèmes du monde entier. Ces crises perturbent l'accès à la nourriture, à l'eau et au logement et font peser des risques croissants sur la sécurité, la stabilité et les perspectives d'avenir. Les derniers étés au Canada ont été marqués par des incendies de forêt, des inondations et des vagues de chaleur sans précédent qui ont ravagé des logements et des communautés.



L'intensification des conflits et de la fragilité

Les conflits armés, l'instabilité politique et la précarité des institutions perturbent la vie quotidienne, contraignent les populations à quitter leur domicile et mettent à rude épreuve les systèmes sociaux et économiques. Ces situations peuvent entraver l'accès des communautés à des services tels que les soins de santé et l'éducation, ainsi qu'à un emploi stable, tout en freinant les progrès vers l'édification d'un avenir sûr et prometteur.



Les changements démographiques

Les populations évoluent à mesure que les gens vieillissent ou intègrent de nouvelles communautés en apportant diverses expériences et traditions. Ces changements se répercutent sur le profil des collectivités, les ressources nécessaires et la manière dont sont planifiés entre autres les services offerts au sein des écoles et des établissements de soins de santé.



Le fossé numérique

L'inégalité de l'accès à la technologie et à l'Internet signifie que, tandis que certaines personnes tireront profit de l'innovation galopante, d'autres seront exclues de possibilités permettant d'apprendre, de travailler et de tisser des liens. Ce fossé accentue les iniquités existantes et rend plus difficile toute avancée équitable et inclusive.



Les chocs économiques

Le paysage économique mondial et national est vulnérable aux perturbations soudaines telles que les récessions, l'inflation et la perte d'emplois. Ces bouleversements compromettent la stabilité, réduisent l'accès aux nécessités de base et peuvent entraîner des répercussions persistantes sur les moyens de subsistance. La montée en flèche du coût des denrées alimentaires et du logement au Canada n'est qu'un exemple concret de la façon dont ces chocs se font sentir au quotidien.

PLEINS FEUX SUR **U-REPORT CANADA**



U-Report est une plateforme de sondage numérique mise au point par l'UNICEF pour les jeunes de 13 à 24 ans. Elle permet de prendre le pouls de l'opinion des jeunes, de façon rapide et en temps réel, sur les questions qui leur tiennent à cœur, de comprendre comment les décisions, les politiques, les services et les événements influencent différents groupes de jeunes, et d'amener ces jeunes à prendre part aux décisions qui les touchent. La communauté U-Report au Canada compte plus de 3 000 membres provenant des quatre coins du pays.

Pour en savoir plus et vous inscrire à U-Report Canada, visitez le www.ureportcanada.ca.



NOTRE GUIDE POUR UN CANADA PLUS FORT

Nous sommes 30 jeunes provenant d'un bout à l'autre du Canada unis par une même vision, c'est-à-dire, celle d'un pays où les jeunes participent activement à l'édification de notre avenir collectif. Nous exhortons les leaders canadiens à nous ouvrir la porte et à nous accorder une place à la table des décisions.

Au cours de la dernière année, nous nous sommes réunis à intervalles périodiques dans le but de mener des recherches, d'échanger nos points de vue et d'évaluer ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas pour les enfants. Le résultat de ce travail constitue le Livret stratégique Ré-imagine, soit une feuille de route et une invitation à l'intention des leaders prêts à faire équipe avec la jeunesse et à envisager un Canada qui profite à chaque enfant et à chaque jeune.

Nos recommandations s'articulent autour de cinq domaines clés :

Les droits de l'enfant : Nous estimons que la voix des enfants mérite d'être entendue, valorisée et protégée. Si l'on intègre les jeunes aux conseils consultatifs et si l'on permet aux enfants et aux jeunes d'évaluer les répercussions des politiques en amont, celles-ci peuvent refléter leurs expériences vécues. Les adultes et les décideurs politiques doivent être formés aux pratiques sensibles aux traumatismes et aux particularités culturelles afin de créer des espaces inclusifs et responsables.

L'éducation : Les établissements d'enseignement doivent bonifier leurs programmes scolaires afin que ceux-ci soient dotés de ressources plus adaptées et proposent une formation pratique aux compétences de la vie courante visant à améliorer l'éducation sexuelle des enfants et des jeunes. Nous appelons à multiplier les perspectives d'apprentissage grâce à des curriculums optimisés permettant aux étudiants d'aborder l'avenir en se sentant outillés et épaulés.

La gouvernance et la réforme des systèmes : Il incombe aux décideurs de veiller à ce que les systèmes de gouvernance soient inclusifs, responsables et transparents. Nous plaçons en faveur d'un processus consultatif obligatoire impliquant de manière concrète les jeunes et les personnes ayant une expérience vécue dans l'élaboration des politiques afin que celles-ci soient mieux conçues et mises en œuvre à l'échelle du pays.

Les soins de santé : Plus que jamais, nous constatons que la jeunesse canadienne est confrontée à des défis croissants en matière de soins de santé au pays. Les politiques doivent garantir à l'ensemble de la population canadienne l'accès à des services de santé adéquats. Les

investissements consacrés aux infrastructures rurales, aux services mobiles, aux soins de santé à distance et aux prestataires de soins de santé autochtones peuvent combler les lacunes existantes et permettre d'offrir des soins adaptés à la culture locale en temps opportun.

Les changements climatiques : Les jeunes sont de plus en plus conscients des conséquences négatives découlant des changements climatiques et des pratiques abusives commerciales qui compromettent la durabilité. En combinant les campagnes de sensibilisation, les pressions réglementaires et les mesures incitatives offertes aux plus petites entreprises, nous envisageons un avenir où le marché évoluera vers une production responsable et des produits réparables.

Les droits de l'enfant évoluent indépendamment de la situation géographique, que ce soit ici ou ailleurs dans le monde, et l'engagement du Canada devrait suivre le même principe. Des millions d'enfants sont confrontés à des crises à l'échelle mondiale et le Canada doit continuer à défendre les droits de chaque enfant.

Voici comment vous pouvez contribuer à ce que nous y parvenions :

- Souscrire à la [National Strategy for Children and Youth](#) (Stratégie nationale pour les enfants et les jeunes – en anglais uniquement) et l'appuyer par le biais d'investissements humanitaires et de développement ciblés et durables qui protègent les enfants les plus vulnérables du monde.
- Nous rejoindre là où nous sommes. Les enfants et les jeunes de tout le pays sont prêts à travailler de concert avec vous, à diffuser le livret et à transformer ces idées en progrès concrets.

L'histoire du Canada continue de s'écrire et la promotion des droits des enfants et des jeunes devrait en faire partie.

Êtes-vous prêt à écouter, à agir et à nous accompagner dans notre quête vers un Canada plus fort?

Cordialement,

Les membres du Programme jeunesse de défense et de promotion des droits d'UNICEF Canada (2025)

LES DROITS DE L'ENFANT



La situation actuelle des droits de l'enfant

Les droits de l'enfant sont essentiels à ce que chaque jeune puisse grandir en sécurité, en bonne santé et en toute autonomie. Pourtant, au Canada et ailleurs dans le monde, ces droits ne sont pas pleinement réalisés. Bien qu'il soit signataire de la Convention relative aux droits de l'enfant des Nations Unies, le Canada est moins performant que ses pairs en ce qui concerne la réalisation des droits de l'enfant. Le *Bilan Innocenti 19* de l'UNICEF classe le Canada au 19^e rang parmi 36 pays riches en matière de bien-être des enfants, affichant des résultats particulièrement médiocres en ce qui a trait à la santé mentale, à la satisfaction de la vie et au suicide chez les adolescents (UNICEF Canada, 2025).

À l'heure actuelle, les jeunes affirment que leurs droits ne sont pas suffisamment protégés dans des domaines tels que les soins de santé, l'éducation, l'action climatique et la sécurité numérique. Selon un sondage U-Report de 2024, 68 % des jeunes Canadiens estiment que leur voix n'est pas prise en compte de manière conséquente dans les décisions qui les concernent (U-Report Canada, 2024). Ces préoccupations sont encore plus urgentes pour les jeunes autochtones, les jeunes racialisés, les jeunes membres de la communauté 2SLGBTQI+ et les jeunes nouveaux arrivants qui font tous face à des inégalités systémiques qui aggravent les violations de leurs droits (Les enfants d'abord Canada, 2021).

À l'échelle mondiale, les défis sont tout aussi importants. Plus de 333 millions d'enfants vivent dans l'extrême pauvreté et les crises telles que les conflits, les changements climatiques et l'instabilité économique creusent les inégalités (UNICEF, 2023). Ces réalités montrent clairement que les droits de l'enfant ne sont pas seulement une question de politique, ils constituent un enjeu de justice, de survie et de dignité.

Garantir que tous les enfants puissent jouir de leurs droits de manière égale doit constituer une priorité nationale et mondiale. Les gouvernements, les communautés et les jeunes eux-mêmes doivent travailler ensemble pour réimaginer un avenir où la voix des enfants est entendue, où leurs droits sont respectés et où leur plein potentiel est réalisé.

Les défis posés par les droits de l'enfant qui guettent les jeunes d'aujourd'hui

Les droits de l'enfant comprennent le droit d'exprimer librement ses pensées. Pourtant, de nombreux enfants qui plaident en faveur d'un changement substantiel – souvent en s'appuyant sur des expériences vécues profondément marquantes – sont exclus des discussions politiques. Comment les enfants peuvent-ils hériter de ce monde s'ils ne sont pas invités à participer aux conversations qui le façonnent? Les jeunes sont souvent porteurs des points de vue les plus pertinents pour éclairer la prise de décision, mais ceux-ci sont rarement pris en compte sous prétexte qu'ils sont dénués de connaissances ou de maturité. En réalité, le plaidoyer des jeunes est ancré dans l'expérience vécue et propulsé par l'innovation, la passion et la recherche.

Au Canada, les occasions permettant aux jeunes de participer n'existent souvent que de manière théorique. Comme l'explique Lily, « j'ai commencé à m'impliquer dans la politique à l'âge de 11 ou 12 ans en sollicitant des électeurs, en faisant du démarchage téléphonique, puis en gérant des campagnes électorales. Ce dont je n'ai jamais eu l'occasion, c'est de façonner la politique elle-même. Au cours des quatre années passées au sein de deux conseils de jeunes de circonscription, j'ai rarement rencontré des députés ou discuté de politique en profondeur. Des amis de tout le Canada ont vécu des expériences similaires. Bien que ces conseils constituent de bonnes occasions d'apprentissage, ils ne permettent pas une inclusion digne de ce nom. Les enfants sont directement touchés par les décisions du gouvernement, mais nos voix sont souvent absentes du processus décisionnel.

L'expérience de Juliette illustre bien ces problématiques : « en tant que jeune, j'ai trouvé qu'il était extrêmement difficile d'accéder à des débouchés sans avoir recours aux réseaux sociaux en ligne ou en personne. Même lorsque nous y parvenons, les adultes ne nous prennent souvent pas au sérieux. Ces obstacles ont des répercussions sur notre vie quotidienne. Les politiques relatives à l'éducation, aux programmes alimentaires, aux soins de santé, à l'héritage autochtone et aux changements climatiques ont une incidence à la fois sur notre présent et sur notre avenir, et les jeunes méritent d'avoir leur mot à dire dans leur élaboration. L'accès à la participation dépend également de nombreux facteurs, notamment, des disparités économiques, de l'identité sociale (religion, statut d'immigrant, genre), de la situation géographique (il y a davantage d'occasions à saisir au sein des grandes villes qu'au sein des petites communautés) et même de traits personnels comme la confiance en soi ou la capacité à s'exprimer en public. Ces

iniquités signifient que tous les jeunes ne sont pas entendus dans la même mesure, même si chacun d'entre nous a le droit de participer.

Les violations des droits de l'enfant sévissent sur l'ensemble des continents, dans tous les pays et même au sein des communautés canadiennes. À l'échelle mondiale, près d'un enfant sur six vit dans des zones touchées par des conflits, alors que 52 millions d'enfants n'ont pas accès à l'éducation et 84 % se disent préoccupés par la crise climatique (UNICEF, 2023). Dans les zones de conflit comme Gaza, les enfants sont privés de nourriture, d'éducation, d'abri et même du droit à la vie (Human Rights Watch, 2023). Chez nous, les disparités sont également criantes. De nombreux enfants ne bénéficient pas d'un soutien social et économique suffisant, ce qui compromet l'accès à la nourriture, aux vêtements, à un logement sûr et aux soins de santé. Les enfants autochtones des réserves de l'Ontario continuent de vivre sans garantie d'eau potable (UNICEF Canada, 2025).

Pourtant, le Canada et une grande partie du monde ne disposent toujours pas de mécanismes efficaces pour faire participer les enfants à la prise de décision. Les enfants sont rarement consultés et la fusion du ministère fédéral de l'Enfance et de la Famille et de trois autres ministères a fait reculer la visibilité des droits de l'enfant dans le programme gouvernemental (Les enfants d'abord Canada, 2021). Ce rejet s'inscrit dans un contexte mondial plus large, où les perspectives des enfants sont systématiquement minimisées ou ignorées. Les décideurs politiques ne tiennent souvent pas compte des contributions des jeunes en raison de présomptions concernant leur âge ou leur éducation, mais cette exclusion prive les enfants de la possibilité d'influencer les décisions qui façonnent directement leur vie (Hart, 1992).



L'un des changements que j'aimerais voir est une plus grande implication des jeunes dans le processus décisionnel. [...] Il est important de coopérer afin de nous projeter vers les générations futures. »

– Membre de la communauté U-Report, juillet 2025



RECOMMANDATIONS

AUX JEUNES

Partout au Canada, les jeunes souhaitent gagner en confiance, acquérir des compétences en matière de plaidoyer et trouver des moyens de faire entendre leur voix dans un monde dirigé par des adultes. Lorsqu'elle dispose des bons outils et des bonnes occasions, la jeunesse a le pouvoir de susciter le changement. Même sans autorité formelle, les jeunes peuvent lancer des mouvements, façonner des récits et exiger des systèmes qu'ils rendent des comptes.

- **Se joindre à des groupes ou à des conseils dirigés par des jeunes.** Que ce soit par l'intermédiaire de votre école, de votre communauté locale ou d'initiatives nationales telles que le Programme jeunesse de défense et de promotion des droits d'UNICEF Canada, votre participation est capitale. Le bénévolat au sein d'organisations non gouvernementales (ONG), grandes ou petites, peut également amplifier votre voix et contribuer à un changement substantiel (UNICEF Canada, 2025).
- **Exploiter les réseaux sociaux et les outils numériques** pour raconter votre histoire, tisser des liens avec d'autres jeunes et vous mobiliser autour des enjeux qui vous tiennent à cœur. Des plateformes comme U-Report Canada sont conçues pour permettre aux jeunes de s'exprimer et ont influencé par le passé certaines décisions politiques (UNICEF Canada, 2025).
- **Apprendre à connaître ses droits et la manière dont les politiques sont élaborées** grâce à des ateliers d'éducation civique, à des initiatives menées par des pairs ou à des ressources telles que les directives Engagés et entendus! de l'UNICEF (UNICEF, 2020).
- **Participer à des consultations publiques et à des forums,** tels que le Rapport sur l'état de la jeunesse du Canada, qui invite les jeunes à exprimer leur point de vue sur les politiques nationales et aide à cerner les priorités du gouvernement (Gouvernement du Canada, 2025).

AUX ADULTES ALLIÉS

Pour que les jeunes se sentent écoutés et épaulés, les parents, les enseignants, les entraîneurs et les membres de la communauté ont tous un rôle clé à jouer. Lorsque les adultes passent de gardiens à facilitateurs, ils contribuent à instaurer la confiance, à créer des espaces sûrs et à donner aux jeunes les moyens de prendre les devants. Le soutien à la jeunesse n'exige pas de pouvoir formel, il découle plutôt d'actions quotidiennes empreintes de respect et de confiance.

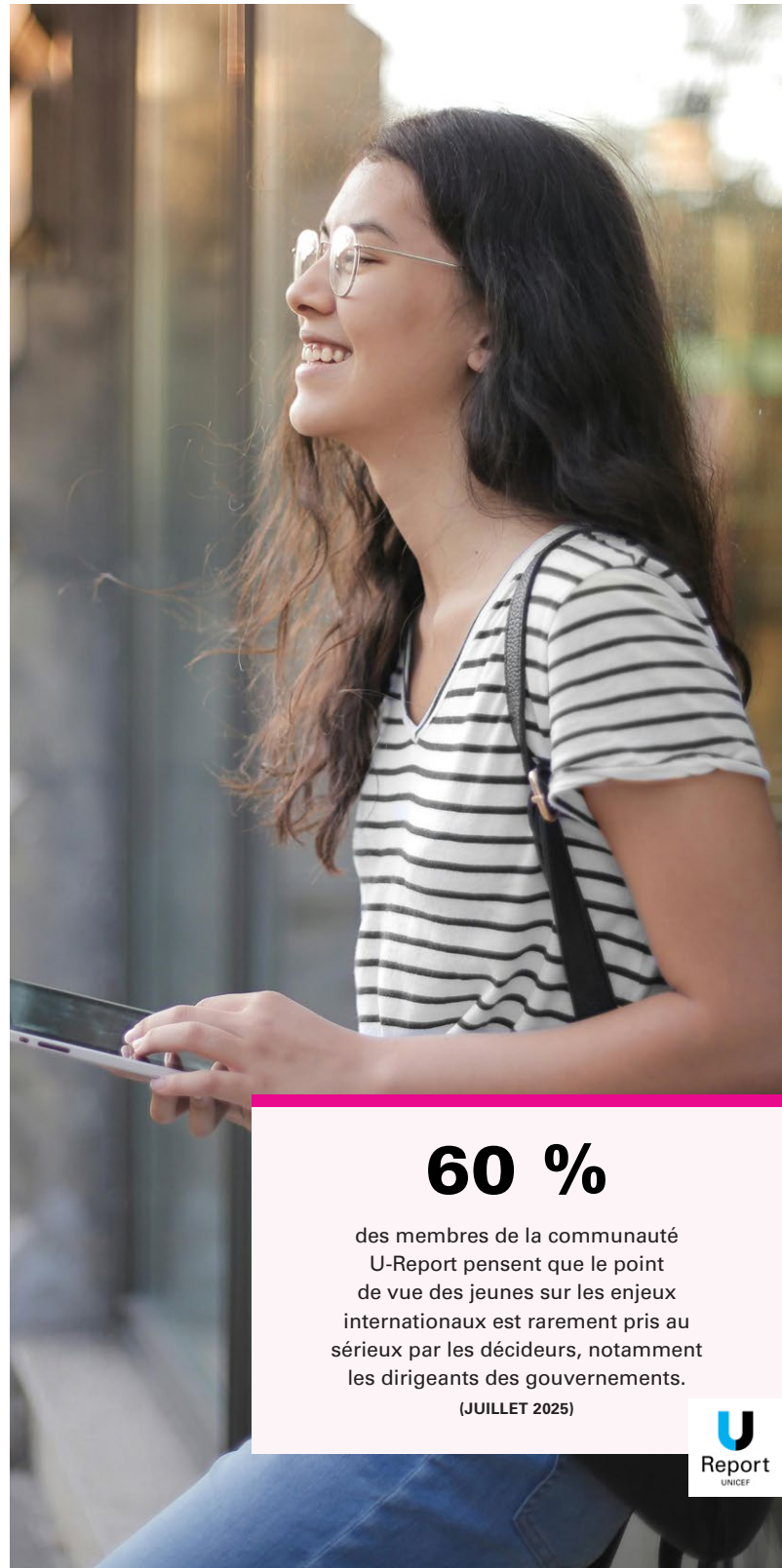
- **Veiller à ce que la participation des jeunes soit accessible, équitable et reconnue.** Il s'agit d'accorder du temps aux jeunes pour qu'ils puissent communiquer leurs idées en classe, à la maison et au sein de la communauté et de les encourager à s'exprimer et à agir en créant des environnements où leurs idées sont accueillies et valorisées (Edutopia, 2024).
- **Montrer aux jeunes que leur voix compte** en donnant suite à leurs suggestions et en leur faisant savoir comment leur contribution a influencé le cours des choses (UNICEF, 2020).
- **Proposer aux jeunes des débouchés** (conseils locaux, ateliers, programmes de sensibilisation, etc.), tout en les encourageant à s'impliquer et en les aidant à concrétiser leurs projets.

RECOMMANDATIONS

AUX DÉCIDEURS

Les décideurs ont le pouvoir d'intégrer la participation de la jeunesse aux structures qui façonnent les politiques. Les jeunes exigent davantage qu'une simple consultation symbolique. Ils souhaitent diriger le changement en ce qui concerne les enjeux qui les touchent le plus. UNICEF Canada et les modèles internationaux montrent que lorsque les jeunes sont impliqués de manière constructive dans la prise de décision, les politiques sont plus efficaces, plus inclusives et suscitent davantage la confiance du public (UNICEF Canada, 2025). L'article 12 de la Convention relative aux droits de l'enfant des Nations Unies, ratifiée par le Canada, garantit aux enfants le droit d'exprimer librement leur opinion sur toutes les questions qui les concernent et de voir cette opinion traitée avec sérieux (Justice Canada, 2016).

- **Créer des conseils ou des comités consultatifs de la jeunesse** aux échelons municipal, provincial et fédéral afin de recueillir à intervalles réguliers l'avis des jeunes et d'assurer leur représentation dans le cadre du processus décisionnel.
- **Rendre obligatoires les évaluations des répercussions** menées par les jeunes dans le cas des politiques qui touchent directement les enfants et les jeunes afin que les décisions soient fondées sur l'expérience vécue (Kids Impact Initiative, 2023).
- **Investir dans des programmes de mobilisation des jeunes**, y compris la formation, la promotion et la sensibilisation des communautés marginalisées pour garantir une participation inclusive (Actualités des Nations Unies, 2023).
- **Mettre en œuvre des formations et des cadres politiques** tenant compte des traumatismes et de la culture afin de créer des espaces inclusifs où les jeunes se sentent en sécurité, respectés et habilités à apporter leur contribution.



60 %

des membres de la communauté U-Report pensent que le point de vue des jeunes sur les enjeux internationaux est rarement pris au sérieux par les décideurs, notamment les dirigeants des gouvernements.

(JUILLET 2025)



LE RAPPORT LA SITUATION DES ENFANTS DANS LE MONDE DE L'UNICEF

Du point de vue de la jeunesse, comment les disparités en matière de revenu familial peuvent-elles influencer la manière dont les jeunes font l'expérience des droits de l'enfant?

Le revenu familial joue un rôle déterminant dans la façon dont les jeunes exercent leurs droits, notamment le droit d'être entendus et traités avec sérieux dans le cadre de la prise de décisions qui touchent leur vie. Les enfants issus de familles à faibles revenus font souvent face à des obstacles qui les empêchent d'accéder à des droits fondamentaux tels que l'éducation, les soins de santé et un environnement sûr, autant d'éléments essentiels pour participer à la vie civile. Selon l'UNICEF, plus de 900 millions d'enfants dans le monde sont confrontés à une pauvreté multidimensionnelle, ce qui signifie que leur accès à des services essentiels tels que la nourriture, l'eau potable et l'éducation est insuffisant (UNICEF, 2024). Ces privations ont des conséquences directes sur leur capacité à s'épanouir et à participer pleinement à la société.

En outre, les écarts de revenus ont une incidence sur la capacité des jeunes à participer aux activités de plaidoyer et à la prise de décision. Les jeunes issus de familles plus aisées peuvent avoir accès à des activités parascolaires, à des outils numériques et à un mentorat qui leur permettent de s'exprimer et d'influencer le processus décisionnel, tandis que ceux issus de ménages à faible revenu peuvent être poussés à s'occuper de leur famille ou à travailler pour la soutenir, ce qui leur laisse peu de temps ou d'énergie pour la participation civique (UNICEF, Europe et Asie centrale, 2024). Cela signifie que les voix des jeunes les plus touchés par les décisions politiques sont souvent les moins entendues. De plus, l'intersection de la pauvreté et d'autres facteurs tels que l'appartenance ethnique, la situation de handicap, le statut d'immigrant ou la structure familiale peut multiplier ces obstacles. Les jeunes marginalisés se heurtent souvent à une exclusion systémique, ce qui rend encore plus difficile leur accès aux plateformes leur permettant d'influencer les politiques (UNICEF, 2024).

Pour garantir un processus d'élaboration des politiques inclusif et équitable, les décideurs doivent reconnaître que la pauvreté limite la participation des jeunes et créer des espaces où ces derniers peuvent échanger leurs expériences et façonner les politiques qui ont une incidence sur leur vie.



L'ÉDUCATION



La situation actuelle de l'éducation

Au Canada, nous savons bien que l'éducation à la santé est essentielle au développement social des jeunes d'aujourd'hui. Elle contribue à créer des milieux de travail plus sûrs, à favoriser des relations saines et à stimuler chez les jeunes une forte estime de soi. Cependant, l'éducation à la santé a longtemps été considérée et traitée comme étant négligeable, laissant souvent les jeunes s'éduquer par eux-mêmes en se tournant vers leurs amis, leurs parents, les réseaux sociaux ou l'industrie du divertissement. Cette tendance est malheureusement source de mésinformation, de connaissances lacunaires et de confusion.

La qualité de l'éducation à la santé varie considérablement d'un bout à l'autre du pays, car les provinces disposent chacune de leur propre programme pédagogique. Le curriculum proposé doit être fondé sur des faits et mettre l'accent sur la santé reproductive, l'égalité des genres, les relations saines, la santé mentale, la prévention des infections transmissibles sexuellement et par le sang (ITSS), les risques liés à la consommation de drogues et les questions liées à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre (2SLGBTQI+). Pourtant, la réalité est bien différente pour de nombreux élèves à travers le pays. Le Canada ne possède pas de système de suivi des programmes scolaires, des résultats et des besoins en matière d'éducation à la santé, ce qui

signifie qu'il est pratiquement impossible de bien saisir ce que les jeunes doivent apprendre et ce qui leur est réellement enseigné.

Dans le monde moderne, l'éducation ne se résume pas à un simple syllabus. Elle devrait comprendre des compétences pratiques susceptibles de façonner l'avenir même d'un enfant. Si nous ne modifions pas le curriculum, nous risquons de laisser trop de jeunes dépourvus de moyens et de soutien pour affronter le monde réel.

PRÈS DES 2/3

des membres de la communauté U-Report estiment que les troubles du sommeil, l'anxiété et la déprime sont les principaux effets négatifs d'un excès de temps d'écran.

(SEPTEMBRE 2025)

U
Report
UNICEF

Les défis posés par l'éducation qui guettent les jeunes d'aujourd'hui

Les jeunes passent la plupart de leur temps à l'école, mais le système d'éducation semble souvent déconnecté des véritables défis auxquels ils sont confrontés. Ils ont de plus en plus accès à l'Internet et au monde virtuel. À l'échelle mondiale, les jeunes passent en moyenne six heures par jour sur des écrans à faire défiler du contenu, à se comparer aux autres et à se nourrir de propos trompeurs ou nocifs (Backlinko, 2025). La désinformation se répand plus vite que les faits, façonnant les opinions avant même que l'on s'en rende compte. Les réseaux sociaux fixent des normes impossibles à atteindre en matière d'apparence et de mode de vie, ce qui engendre de l'intimidation et de la haine (Tuhin, 2025). En 2022, 71 % des jeunes Canadiens ont signalé avoir lu des commentaires haineux en ligne (Statistique Canada, 2024). La santé mentale s'en ressent. L'anxiété, la dépression, les troubles alimentaires et l'automutilation deviennent beaucoup trop fréquents. Les jeunes de 10 à 19 ans présentent les taux les plus élevés de comportements autodestructeurs (Agence de la santé publique du Canada, 2025). Il est essentiel d'éduquer les jeunes à la littératie et à la sécurité en ligne pour qu'ils soient préparés à participer de manière responsable à l'ère numérique.

Trop souvent, les jeunes évoluent dans la vie sans conseils pratiques clairs sur le consentement, les limites, les relations saines, le respect et le discernement. Ainsi, les jeunes ne sont pas préparés à affronter des situations difficiles telles que les agressions sexuelles ou la pression exercée par les pairs. Les jeunes âgés de 15 à 24 ans sont deux fois plus susceptibles d'être victimes d'une agression sexuelle que les personnes âgées de 25 à 34 ans (ministère de la Justice, 2019). Apprendre à donner son consentement et à le respecter favorise l'émergence d'une société saine. Les leçons portant sur ces compétences sont ignorées, négligées et enseignées trop tard. Les limites et le consentement peuvent facilement être inculqués dès que possible dans l'éducation d'un enfant afin qu'il puisse acquérir des compétences relationnelles saines. Pour de nombreux jeunes, en particulier ceux qui sont marginalisés, la sensibilisation au respect de soi, des autres et de leur environnement peut fournir les outils nécessaires pour nouer des relations plus sûres et plus saines tout au long de leur vie.

La santé sexuelle touche profondément les jeunes, mais ceux-ci ne reçoivent souvent pas l'éducation qu'ils méritent. Un sondage mené par des élèves du Nouveau-Brunswick a révélé que plus d'un tiers des élèves de la 6^e année au deuxième secondaire ne se sentaient pas confiants quant à leurs connaissances en matière d'ITSS, d'agression sexuelle, d'activité sexuelle en ligne, de consentement, d'identité de genre ou d'orientation sexuelle (Rudderham, 2024). Des cours exhaustifs et interactifs devraient être consacrés à ces questions et à d'autres sujets, tels que les pratiques sexuelles saines, les services d'avortement, les soins de maternité et les soins de santé respectueux de l'égalité des genres. Les jeunes, en particulier ceux issus de la communauté 2SLGBTQI+, traversent une période de découverte et risquent de commettre des erreurs dangereuses. L'éducation à la santé sexuelle sauve des vies et devrait constituer une norme partout au Canada.

La toxicomanie est une réalité que nous ne pouvons ignorer au Canada. Le vapotage, le cannabis et d'autres substances sont monnaie courante au sein de nos écoles et de nos communautés. Près de 40 % des élèves canadiens du premier au cinquième secondaire affirment avoir essayé une substance telle que l'alcool, le cannabis ou les vapoteuses (Santé Canada, 2025). L'éducation à la consommation de drogues axée uniquement sur les mises en garde plutôt que sur la réduction des risques et les mesures à prendre en cas d'urgence n'est d'aucune utilité dans la vie réelle. Nous devons enseigner aux jeunes comment reconnaître une surdose et réagir dans une telle situation. À défaut de disposer de ces renseignements, les jeunes peuvent hésiter à demander de l'aide ou à intervenir lorsque la vie d'une personne est menacée. Il est également primordial de saisir la corrélation entre la toxicomanie et la pauvreté, ainsi que les conséquences de la stigmatisation entourant l'abus de substances au sein de notre société. L'éducation à la prévention des risques liés à la toxicomanie est essentielle, en particulier chez les groupes marginalisés qui peuvent déjà être confrontés à des obstacles systémiques en matière de soins de santé et de ressources.

RECOMMANDATIONS

AUX JEUNES

Nous savons que la réforme de l'éducation n'est pas seulement l'affaire des adultes, mais aussi celle des jeunes. Les étudiants et les jeunes défenseurs disposent d'un pouvoir qui réside dans leur voix, leurs choix et la manière dont ils se soutiennent les uns les autres.

- **S'exprimer et se mobiliser.** Si votre école manque de soutien en matière de santé mentale, d'éducation culturelle ou de conversations honnêtes sur la sécurité relative à la consommation de substances ou aux risques encourus en ligne, soulevez la question auprès des étudiants, de vos enseignants ou de votre directrice ou directeur. Militez au sein de votre école et de votre communauté.
- **Se renseigner.** Approfondissez vos connaissances sur les sujets qui vous tiennent à cœur, qu'il s'agisse de comprendre la réduction des risques ou de reconnaître les fausses informations en ligne, et transmettez ce que vous savez. Vous pouvez réunir vos amis et contacter un centre de santé sexuelle pour poser vos questions à un spécialiste en groupe.

AUX ADULTES ALLIÉS

Lorsque les adultes qui les entourent défendent l'équité, les jeunes s'en aperçoivent. La façon dont les adultes appuient et plaident en faveur des élèves peut améliorer le climat de l'école au quotidien. Lorsque les adultes écoutent et agissent, les établissements d'enseignement peuvent devenir des lieux sûrs et stimulants pour tous.

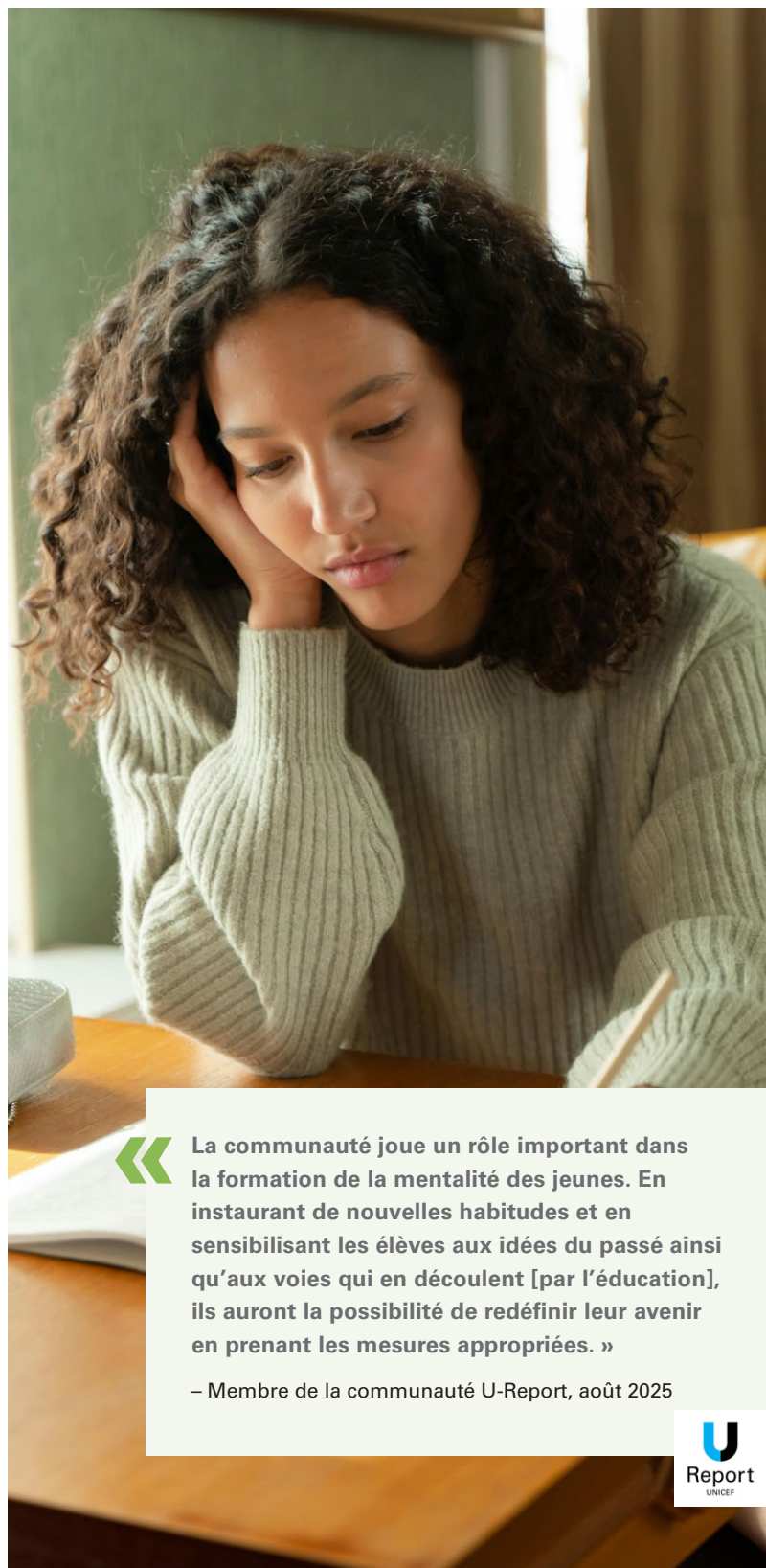
- **Normaliser les tabous.** Il incombe aux enseignants, aux parents et aux personnalités publiques de parler de sexe, de santé mentale, de santé reproductive, de consommation de drogues, de sexualité, d'identité de genre et d'abus dans des contextes clairs et instructifs. Discutez de la désinformation et corrigez-la, plutôt que de laisser les jeunes se débrouiller par eux-mêmes.
- **Éduquer les autres.** Les assignats disposent rarement des fonds ou de l'expertise nécessaires pour offrir aux élèves une éducation à la santé de la qualité qu'ils méritent. Les spécialistes et les professionnels de la santé peuvent être invités à animer des ateliers dans les écoles afin de fournir aux jeunes et aux enseignants les connaissances qui les aideront à gagner en confiance.
- **Comblent la barrière de la langue.** Les experts bilingues peuvent proposer les mêmes ateliers de soutien aux écoles francophones qui disposent souvent de moins de ressources en la matière. Grâce à des ressources appropriées, nous pouvons franchir la barrière linguistique et offrir le même accès à l'éducation dans les deux langues.
- **Privilégier un enseignement interactif.** La mise en pratique, l'interaction et les expériences de la vie réelle constituent les meilleurs moyens pour les jeunes d'apprendre. Ces sujets fondamentaux doivent être abordés ouvertement. Servez-vous d'histoires réelles tirées des médias pour étayer les conversations difficiles et encourager les questions.

RECOMMANDATIONS

AUX DÉCIDEURS

Les décideurs doivent comprendre que l'éducation ne se résume pas à des bulletins, mais qu'elle forge également un sentiment de sécurité et d'identité, ainsi que des perspectives d'avenir. De nombreuses communautés scolaires ne sont pas dotées des ressources nécessaires pour aider les jeunes à s'épanouir. Les plateformes nationales, les politiques et les choix en matière de financement peuvent changer la donne.

- **Proposer un financement destiné à des ateliers.** Les enseignants ne sont pas censés tout savoir sur la santé sexuelle, car ils ne sont pas des experts, mais les jeunes méritent tout de même une éducation de qualité à ce sujet. Des fonds devraient être accordés aux écoles dans le seul but de permettre à des experts d'animer des ateliers éducatifs axés sur des compétences réelles. Un financement devrait également être consacré à la formation des enseignants pour que ceux-ci aient davantage confiance en eux lorsqu'il est question d'enseigner des sujets tabous. En orientant les ressources vers les communautés sous-financées, les élèves auront accès à du matériel actualisé, à un soutien en matière de santé mentale et à des espaces d'apprentissage sûrs.
- **Mettre en place une norme nationale concernant le bien-être général au Canada,** englobant notamment la santé sexuelle, la santé mentale et la santé émotionnelle. Les étudiants du Canada ont tous droit à une éducation appropriée favorisant un développement sain. Nous devons mieux comprendre les connaissances actuelles en matière d'éducation à la santé sexuelle dans l'ensemble du Canada. Un système de suivi du contenu des cours, du niveau de compréhension des notions et des besoins en matière d'éducation sexuelle est essentiel pour accroître la confiance en soi des jeunes.
- **Être à l'écoute des jeunes.** Les jeunes eux-mêmes sont les mieux placés pour décrire ce qu'ils vivent. Écoutez leurs préoccupations, assurez-vous que leur voix est entendue et répondez à leurs questions. Créez des plateformes dédiées permettant aux jeunes de tout le Canada d'exprimer leurs opinions dans un cadre rassurant.



La communauté joue un rôle important dans la formation de la mentalité des jeunes. En instaurant de nouvelles habitudes et en sensibilisant les élèves aux idées du passé ainsi qu'aux voies qui en découlent [par l'éducation], ils auront la possibilité de redéfinir leur avenir en prenant les mesures appropriées. »

– Membre de la communauté U-Report, août 2025

LE RAPPORT LA SITUATION DES ENFANTS DANS LE MONDE DE L'UNICEF

Du point de vue de la jeunesse, comment les disparités en matière de revenu familial peuvent-elles influencer la manière dont les jeunes font l'expérience de l'éducation?

Lorsque vous grandissez dans une famille qui a du mal à joindre les deux bouts, l'école ne répond pas toujours à vos attentes. Nous avons pu constater de première main que les enfants issus de foyers à faibles revenus se retrouvent souvent dans des écoles où les manuels sont plus anciens, où il y a moins de clubs ou d'activités sportives, où le matériel pédagogique est de piètre qualité, où les enseignants manquent d'expérience et où les choses qui nous tiennent à cœur n'ont que peu de place. Cette tendance n'est pas due à un manque de volonté, mais plutôt à l'absence de ressources (Olwan, 2025).

Les élèves issus de familles à faible revenu ne sont pas en mesure de mobiliser les mêmes ressources que celles dont disposent les élèves plus aisés. Certains élèves ont accès à une connexion Internet haute vitesse, bénéficient du soutien de leurs parents et sont dotés d'outils permettant d'assurer leur sécurité. D'autres doivent se débrouiller seuls, en se heurtant à la désinformation et à la cyberintimidation dans des espaces à risque. Les étudiants vivant avec un écart de revenus peuvent se voir imposer des responsabilités supplémentaires telles que la garde d'enfants, des difficultés financières et l'insécurité alimentaire, ce qui peut avoir une incidence sur leur santé mentale et entraver leur apprentissage.

La pauvreté ne devrait pas être un facteur déterminant dans l'accès à une éducation sûre et bienveillante, mais à l'heure actuelle, c'est souvent le cas.



LA GOUVERNANCE ET LA RÉFORME DES SYSTÈMES



La situation actuelle de la gouvernance et de la réforme des systèmes

Au Canada, certaines politiques ne tiennent pas toujours compte des réalités de la population à laquelle elles s'adressent, en partie parce que les perspectives des communautés directement touchées ne sont pas toujours envisagées. Les décisions prises sans tenir compte de l'expérience vécue aboutissent souvent à des politiques qui ne sont pas à la hauteur et les jeunes le savent très bien.

Par exemple, des millions d'enfants et de jeunes sont confiés à des structures d'accueil extrafamiliales au Canada. Le gouvernement fédéral estime qu'un jeune sur dix ayant recours aux refuges est âgé de 13 à 24 ans (Logement, Infrastructure et Collectivités Canada, 2024). Lorsque les jeunes sont trop âgés pour être pris en charge par le système de protection de l'enfance, nombre d'entre eux sont confrontés à des transitions brutales qui augmentent leur risque de sans-abrisme et de troubles de santé mentale (Sansone et coll., 2020). Ce constat montre clairement que les systèmes conçus pour les jeunes, mais non avec eux, peuvent exacerber involontairement les inégalités.

Le même schéma caractérise d'autres systèmes. Les nouveaux arrivants ne peuvent souvent pas accéder aux services d'établissement en raison de barrières linguistiques ou d'un manque d'information (Société de recherche sociale appliquée) et les personnes en situation de handicap sont souvent exclues de la planification des mesures d'accessibilité

qui conditionne leur vie quotidienne (Normes d'accessibilité Canada, 2025). Ces exemples révèlent un problème de gouvernance plus large. Lorsque l'expérience vécue est exclue de l'élaboration des politiques, les écarts entre les intentions et les résultats se creusent.

Le Canada dispose d'outils destinés à guider l'élaboration de politiques inclusives, tels que le cadre de l'Analyse comparative entre les sexes plus (ACS Plus) (Femmes et Égalité des genres Canada, 2024) et la Directive du Cabinet sur l'évaluation environnementale et économique stratégique (Environnement et changement climatique Canada, 2025), ainsi que la Loi sur les langues officielles. Pourtant, aucun de ces outils n'inclut systématiquement les personnes ayant une expérience vécue et les données relatives à leur efficacité ne sont pas communiquées au public. Sans promotion active et sans accessibilité, en particulier chez les jeunes, ces politiques risquent d'être symboliques plutôt que transformatrices.

Nous envisageons un processus consultatif obligatoire en matière d'élaboration des politiques qui intègre de manière concrète les personnes ayant une expérience vécue. Ensemble, nous pouvons mettre en évidence les lacunes que les données seules ne peuvent cerner et favoriser la collaboration visant à concevoir et à mettre en œuvre des politiques plus efficaces d'un bout à l'autre du pays.

Les défis posés par la gouvernance et la réforme des systèmes qui guettent les jeunes d'aujourd'hui

Au Canada et dans le monde entier, les jeunes sont confrontés aux défis posés par la gouvernance et la réforme des systèmes d'une manière à la fois immédiate et profondément personnelle. Les politiques qui touchent directement les jeunes sont souvent élaborées sans tenir compte de leur point de vue, ce qui entraîne un décalage entre leurs expériences vécues et les réponses institutionnelles. Les systèmes tels que le placement en famille d'accueil, le logement et l'éducation ont tendance à répondre aux jeunes après la survenue d'une crise, plutôt que de prendre des mesures préventives. De ce fait, les jeunes se sentent exclus des décisions qui façonnent leur vie. Nombre d'entre eux affirment avoir l'impression que leur voix est minorée ou ignorée (Max Bell Foundation, 2025), ce qui suggère un problème de gouvernance plus large. Les politiques destinées à soutenir les jeunes sont susceptibles de ne pas pleinement satisfaire leurs besoins réels lorsque leur contribution est limitée.

Les conséquences de ces lacunes en matière de gouvernance sont tangibles et importantes. Des politiques mal informées peuvent contribuer au sans-abrisme, au chômage, aux problèmes de santé mentale et aux obstacles à l'éducation. Ces exemples semblent indiquer que les carences en matière de gouvernance et de politiques touchent de manière disproportionnée les jeunes qui sont déjà confrontés à des désavantages structurels. À l'échelle mondiale, les jeunes se heurtent à des difficultés similaires. L'accès limité à l'éducation, l'insuffisance des services de soins de santé mentale axés sur les jeunes et la sous-représentation dans l'élaboration des politiques font que nombre d'entre eux se sentent impuissants à influencer le changement (Nations Unies, 2023).

Les jeunes marginalisés, y compris ceux issus des populations autochtones, des groupes racialisés et de la communauté 2SLGBTQ+, ainsi que les jeunes nouveaux arrivants, les jeunes en situation de handicap et ceux qui sont trop âgés pour être pris en charge par l'État, connaissent des obstacles distincts qui reflètent des iniquités systémiques plus importantes. Pour les jeunes autochtones, les inégalités persistantes en matière d'éducation et de protection de l'enfance sont liées à l'héritage colonial (Statistique Canada, 2023). Les jeunes en situation de handicap sont souvent exclus des consultations et les jeunes appartenant à la communauté 2SLGBTQ+ peuvent ne pas bénéficier de mécanismes de protection accessibles et pertinents, tels que des services de soutien en matière de santé mentale (Représentant de l'enfance et de la jeunesse, 2023). Ces exemples confirment le constat selon lequel les systèmes de gouvernance qui n'impliquent pas les jeunes marginalisés risquent de perpétuer les injustices et réduire l'efficacité des politiques.

Au cœur de ces questions se trouve un décalage entre les structures de gouvernance et la réalité des jeunes. Pour faire évoluer efficacement les systèmes, les jeunes doivent participer de manière authentique, être consultés de manière équitable et disposer de cadres de travail transparents, accessibles et inclusifs. Lorsque les jeunes participent concrètement à l'élaboration des politiques, celles-ci ont plus de chances d'être réactives, préventives et efficaces. Les jeunes du monde entier sont désireux de contribuer aux solutions, mais les systèmes de gouvernance doivent les rencontrer là où ils sont et leur fournir les outils, les connaissances et l'espace nécessaires pour ce faire. Combler ce fossé n'est pas seulement juste, mais indispensable à l'édification de systèmes qui répondent mieux aux besoins de tous les citoyens.

RECOMMANDATIONS

AUX JEUNES

La voix et l'énergie des jeunes sont essentielles au façonnement de systèmes plus équitables et d'une gouvernance plus robuste. Si les jeunes apprennent, s'engagent et jouent un rôle moteur en s'appuyant sur leurs valeurs, ils peuvent contribuer à susciter des changements concrets.

- **Utiliser sa voix pour défendre la cause.** Combinez vos expériences vécues à des récits pour faire en sorte que les données et les preuves soient plus convaincantes, en soulignant à la fois la nécessité d'un changement et les avantages potentiels pour la population.
- **Créer un élan.** Exercez une pression publique en entamant des conversations, en favorisant un dialogue respectueux et en assurant la visibilité des enjeux importants.
- **Apprendre les rouages du système.** Comprenez comment fonctionne la gouvernance aux échelles locale, provinciale et nationale et exercez votre droit de vote.
- **Se joindre à l'action et la diriger.** Participez à la vie civique en rejoignant des conseils de jeunes, des gouvernements d'étudiants ou des conseils consultatifs afin d'influencer la prise de décision de l'intérieur.

AUX ADULTES ALLIÉS

Les adultes alliés jouent un rôle essentiel en veillant à ce que la voix des jeunes, en particulier ceux issus de milieux marginalisés, soit prise en compte de manière constructive dans les processus d'élaboration des politiques et de prise de décision. En soutenant activement et en favorisant la participation des jeunes, les adultes peuvent contribuer à créer des systèmes de gouvernance plus équitables, plus réactifs et plus efficaces.

- **Cerner les lacunes des politiques actuelles.** Participez activement aux consultations et plaidez en faveur de l'inclusion pertinente des leaders de l'expérience vécue dans les processus de gouvernance.
- **Inciter et outiller les jeunes de diverses origines à exprimer leur point de vue** sur la législation et les décisions politiques qui les concernent. Fournissez des conseils et un encadrement leur permettant de mieux naviguer dans ces espaces.
- **Créer des espaces sûrs et accessibles pour que les jeunes puissent s'informer sur les processus décisionnels.** Veillez à ce que leurs perspectives soient prises au sérieux par les décideurs politiques.
- **Amplifier la voix des personnes disposant d'une expérience vécue, en particulier les jeunes.** Proposez-leur des plateformes leur permettant d'échanger leurs témoignages, leurs points de vue et leurs solutions.



[Je crois que les jeunes devraient] bénéficier d'un véritable accès aux structures [de gouvernance intégrées] [...] où des opportunités seraient créées pour qu'ils s'expriment et [voient] leurs idées mises en œuvre dans le cadre de l'élaboration des politiques. »

– Membre de la communauté U-Report, juillet 2025

RECOMMANDATIONS

AUX DÉCIDEURS

Il incombe aux décideurs de veiller à ce que les systèmes de gouvernance soient inclusifs, responsables et transparents. Pour combler les lacunes des cadres existants, il faut passer outre les déclarations d'intention et créer de véritables mécanismes de consultation, d'accessibilité et de responsabilité.

- **Garantir une consultation concrète à l'aide de méthodes transparentes.** Les gouvernements doivent montrer comment les contributions des jeunes et des groupes marginalisés ont façonné les politiques définitives. La publication de méthodologies standardisées, étape par étape, permet d'éviter un discours purement symbolique et d'instaurer la confiance. Par exemple, alors que le compendium ACS Plus pose la question suivante : « Votre politique tient-elle compte de l'avis des personnes en situation de handicap? », il n'exige pas des organisations qu'elles expliquent comment ces personnes ont été mobilisées ou comment l'obligation de rendre compte est assurée.
- **Traduire les cadres de gouvernance de manière accessible et adaptée aux jeunes.** Même les processus les plus robustes sont insuffisants si les communautés ne peuvent pas bien les comprendre. Les politiques, les données et les cadres doivent être communiqués dans un langage simple et fournis dans des formats sensibles à la culture et accessibles aux jeunes, afin que ces derniers et les groupes marginalisés puissent suivre les décisions et tenir les dirigeants pour responsables.
- **Veiller à ce que la formation et les ressources nécessaires à la mise en œuvre soient suffisantes.** Même lorsque la recherche débouche sur des résultats importants, la formation et les ressources essentielles à la mise en œuvre satisfaisante de ces résultats font souvent défaut. Ce fossé empêche les décideurs politiques, les organisations et les dirigeants communautaires de traduire les idées en actions concrètes, limitant ainsi la portée du travail. Il faut donc accroître de manière adéquate les capacités afin de garantir que les recommandations soient appliquées avec efficacité au sein de l'ensemble des systèmes.



PRÈS DU TIERS

des membres de la communauté U-Report accorde la plus grande attention aux conflits mondiaux.
(JUILLET 2025)



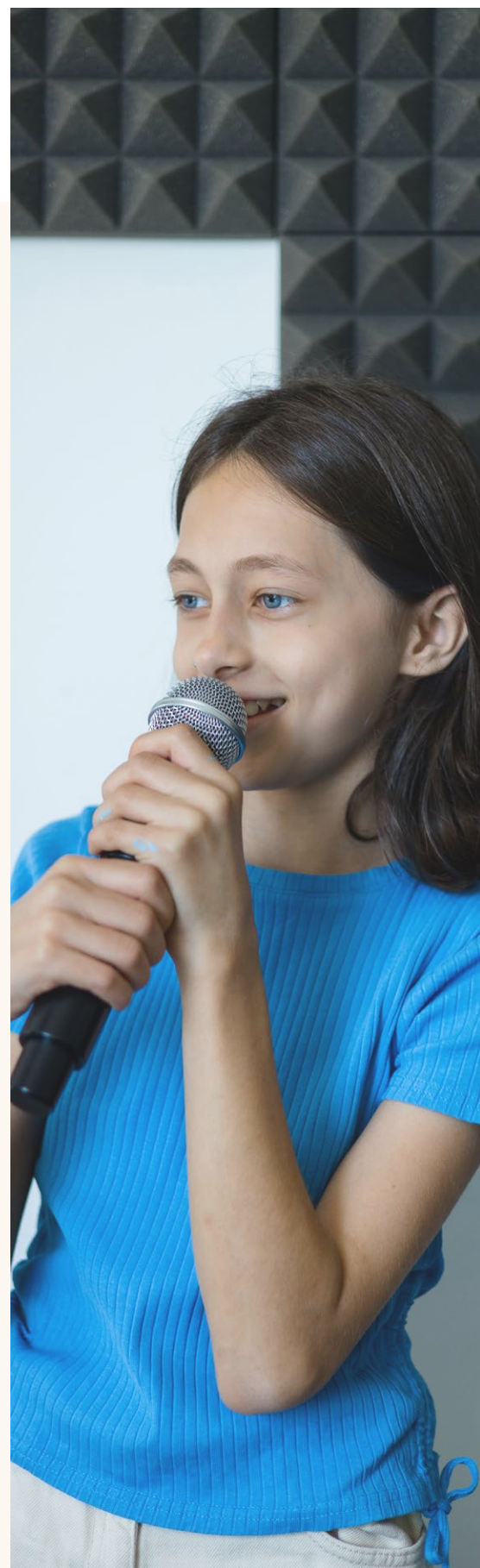
LE RAPPORT LA SITUATION DES ENFANTS DANS LE MONDE DE L'UNICEF

Du point de vue de la jeunesse, comment les disparités en matière de revenu familial peuvent-elles influencer la manière dont les jeunes font l'expérience de la gouvernance et de la réforme des systèmes?

Les écarts en matière de revenu familial influencent considérablement la manière dont les jeunes vivent la gouvernance et la réforme des systèmes. Les jeunes issus de familles à faible revenu sont souvent confrontés à des obstacles systémiques qui limitent leur capacité à accéder à des débouchés, à des ressources, à des renseignements et à des espaces de prise de décision pertinents. Lorsque les jeunes se concentrent sur leur survie et la satisfaction de leurs besoins fondamentaux, ils n'ont pas toujours la liberté, le temps ou la possibilité de s'engager dans les processus de gouvernance. De même, les jeunes issus de milieux marginalisés ou défavorisés sur le plan économique peuvent ne pas avoir accès aux connaissances et aux outils qui les aident à comprendre en quoi les politiques ont une incidence sur leur vie, ce qui les exclut encore davantage du façonnement des systèmes qui les concernent.

L'exclusion des jeunes déjà sous-représentés de la gouvernance peut également entraîner des répercussions sur leur bien-être psychologique et émotionnel. Si les jeunes ne se voient pas représentés dans les processus décisionnels, ils peuvent éprouver des sentiments de frustration et de déshumanisation. Par conséquent, cette perte de connexion peut se traduire par une méfiance et un désespoir à l'égard des institutions et des systèmes de gouvernance supposément chargés de les aider et peser lourdement sur la perception qu'ont les jeunes d'autres structures sociétales telles que les systèmes d'éducation, de soins de santé et de justice.

À l'inverse, les jeunes issus de familles plus aisées ont souvent davantage de possibilités de participer aux décisions politiques, de les défendre et de les influencer. Cette disparité renforce les inégalités, car les personnes les plus touchées par les politiques, comme les jeunes en situation de pauvreté, demeurent sous-représentées dans la prise de décisions qui façonnent leur vie. Veiller à ce que les jeunes possédant une expérience vécue, en particulier ceux issus de milieux à faibles revenus, codirigent l'élaboration des politiques peut contribuer à créer des systèmes de gouvernance équitables, réactifs et inclusifs pour tous.



LES SOINS DE SANTÉ



La situation actuelle des soins de santé

Au sein d'une communauté rurale du Nord, un patient présentant des douleurs thoraciques peut avoir besoin d'être transporté par avion à des centaines de kilomètres pour faire l'objet d'examen médicaux de base. En revanche, dans le centre de Toronto par exemple, un patient peut accéder à ces mêmes examens dans une clinique située à quelques minutes de son lieu de résidence. Bien que les soins de santé constituent un droit de la personne, les communautés rurales et autochtones sont confrontées à des obstacles persistants à l'accès aux soins qui sont enracinés dans la géographie, le racisme systémique et les infrastructures sous-financées (Société canadienne du cancer, 2023; Allan et Smylie, 2015; Statistique Canada, 2024). Parallèlement, la tendance croissante à la privatisation menace de creuser les écarts en matière d'accessibilité, sapant ainsi le principe de l'universalité des soins énoncé dans la Loi canadienne sur la santé (Gouvernement du Canada, 1985; Flood et Thomas, 2020; Fierlbeck et Marchildon, 2023).

Dans les régions rurales, la distance à elle seule peut entraîner des conséquences de vie ou de mort. Plus de 60 % des communautés des Premières Nations se trouvent à plus de 100 kilomètres d'un hôpital équipé pour prodiguer des soins avancés, ce qui oblige les familles à recourir à des évacuations médicales coûteuses et à retarder les traitements (Assemblée des Premières Nations, 2021). Pour les peuples autochtones, ces obstacles se conjuguent à la discrimination et à l'insensibilité culturelle, suscitant une profonde méfiance à l'égard des systèmes de santé occidentaux et engendrant des résultats sanitaires nettement inférieurs à la moyenne nationale (Allan et Smylie, 2015; Statistique Canada, 2024; Société canadienne du cancer, 2023). Par exemple, les peuples autochtones du Canada vivent cinq à dix ans de moins que

les Canadiens non autochtones et affichent des taux plus élevés de maladies chroniques telles que le diabète et les pathologies cardiovasculaires (Allan et Smylie, 2015).

La pénurie de main-d'œuvre aggrave la situation. Au Canada, le ratio médecin/population en milieu rural correspond à environ la moitié de celui des centres urbains et de nombreuses communautés éloignées dépendent de médecins suppléants ou de personnel infirmier praticien travaillant à temps partiel (Institut canadien d'information sur la santé [ICIS], 2025; Statistique Canada, 2022). Pendant ce temps, les cliniques privées connaissent un essor en vertu de lois provinciales telles que le projet de loi 60 de l'Ontario. L'expansion de la privatisation soulève des inquiétudes quant aux soins « à deux vitesses », où ceux qui peuvent payer évitent la file d'attente, tandis que les familles à faible revenu, rurales ou autochtones attendent encore plus longtemps pour obtenir des soins (Médecins canadiens pour le régime public, 2023).

Les soins de santé au Canada sont à la croisée des chemins. Si nous investissons dans les infrastructures rurales, les unités de santé mobiles et les soins culturellement sûrs dirigés par les autochtones, nous pourrions tenir la promesse d'un accès universel (Allen et coll., 2020; Beks et coll., 2020; ICIS, 2025; Agence de la santé publique du Canada, 2024; Savaser, 2022; Webb et coll., 2023; Wilson et coll., 2020). Toutefois, si nous laissons la privatisation gagner du terrain sans la moindre contrainte, les inégalités s'aggraveront (Institut C.D. Howe, 2024; Flood et Thomas, 2020; Hedden et coll., 2023; Lee et coll., 2021; Marchildon, 2023). Chaque enfant a droit à des soins de santé opportuns, de qualité et équitables, quel que soit son lieu de résidence.

Les défis posés par les soins de santé qui guettent les jeunes d'aujourd'hui

Pour de nombreux jeunes, le manque d'accès à des soins de santé de qualité ne signifie pas seulement que leur affection n'est pas traitée dans le présent, mais cela représente également un potentiel gaspillé, une éducation compromise et un avenir fragile. Environ 16 % de la population canadienne vit dans des régions rurales ou éloignées, où la densité de spécialistes médicaux et la capacité de diagnostic sont plus faibles et où la durée des déplacements pour accéder aux soins est plus longue (Société canadienne du cancer, 2023; ICIS, 2025). Par exemple, les jeunes vivant dans les régions rurales et éloignées font face à des obstacles disproportionnés en matière d'accès aux soins de santé mentale, comme en témoignent les taux de suicide presque deux fois plus élevés que les centres urbains et les taux d'hospitalisation pour automutilation jusqu'à sept fois plus élevés chez les jeunes femmes vivant dans des régions très éloignées, tendances dues à la pénurie de conseillers, aux longues distances à parcourir et au manque de services culturellement sûrs (Centre pour la prévention du suicide, 2022; Statistique Canada, 2019; Commission de la santé mentale du Canada, 2025). Les résumés nationaux sur l'équité en matière de santé révèlent une incidence plus faible, mais une mortalité plus élevée dans les régions rurales et éloignées, ce qui s'explique par un dépistage et un traitement tardifs (Société canadienne du cancer, 2023).

Les obstacles à l'accès sont les plus importants chez les jeunes autochtones. Statistique Canada (2024) signale que 40 % des Inuits, 18 % des membres des Premières Nations vivant sur des réserves et 16 % des Métis ont dû se déplacer en dehors de leur communauté pour obtenir des soins au cours de l'année dernière. Par conséquent, ces communautés autochtones subissent une charge financière et psychosociale supplémentaire qui se traduit notamment par de l'anxiété et des heures d'apprentissage perdues (Statistique Canada, 2024). Des études qualitatives et fondées sur des méthodes mixtes menées dans les régions arctiques et subarctiques font état de longs déplacements à des fins médicales, d'une coordination fragmentée et d'une discontinuité des soins chez les familles autochtones, autant d'éléments qui nuisent au suivi en temps opportun des enfants et des jeunes atteints de maladies chroniques (Milligan et coll., 2025). Le racisme structurel aggrave encore ces obstacles géographiques, contribuant à des diagnostics erronés et à la méfiance des communautés autochtones à l'égard des prestataires de soins (Allan et Smylie, 2015).

Les tendances pathologiques accentuent le fossé de l'équité. Au sein des cohortes pédiatriques canadiennes, 44 % des nouveaux cas de diabète de type 2 apparus au cours de l'enfance concernaient des enfants autochtones, ce qui indique l'importance du fardeau nécessitant un

suivi fréquent et l'accès à des spécialistes qui sont moins nombreux dans les régions éloignées (Panagiotopoulos et coll., 2013; Diabète Canada, 2021). La répartition inégale des médecins aggrave le problème. Bien que les régions rurales représentent le plus grand territoire du Canada et accueillent une part importante des jeunes, environ seulement 7 % des médecins desservent ces communautés; par conséquent, les services locaux de diagnostic précoce et d'aiguillage sont limités (ICIS, 2024; Statistique Canada, 2025).

La santé mentale demeure également une préoccupation urgente. Les taux de suicide chez les jeunes des Premières Nations sont cinq à six fois plus élevés que chez les jeunes non autochtones et les jeunes Inuits affichent des taux de suicide près de 11 fois supérieurs à la moyenne nationale (Centre pour la prévention du suicide, 2022; Statistique Canada, 2019). Le problème global réside dans le fait qu'il n'existe tout simplement pas de services de santé culturellement sûrs et opportuns dans plusieurs régions du Canada et que les jeunes doivent soit parcourir de longues distances vers des établissements peu familiers pour recevoir des soins, soit tout simplement renoncer au traitement (Assemblée des Premières Nations, 2021).

La tendance à la privatisation des soins de santé risque de creuser le fossé de l'équité. Les analyses comparatives des politiques soulèvent des préoccupations importantes quant à la création d'un système à deux vitesses si l'on autorise le paiement privé des diagnostics et des traitements nécessaires sur le plan médical. En effet, il s'agit là d'un cycle selon lequel les plus aisés accèdent plus rapidement aux soins tandis que les files d'attente s'allongent pour les moins nantis. Ce phénomène touche de manière disproportionnée les jeunes à faibles revenus, les jeunes ruraux ou les jeunes autochtones déjà confrontés à des délais de déplacement plus longs et à une pénurie de prestataires de soins de santé (Flood et Thomas, 2020; Marchildon, 2023). Par conséquent, la richesse et le code postal, plutôt que les besoins cliniques, peuvent déterminer qui bénéficie en temps utile de services d'imagerie, d'interventions chirurgicales, de soins essentiels et de traitements vitaux.

Pour les jeunes Canadiens d'aujourd'hui, l'équité en matière de soins de santé n'est pas un principe abstrait, il s'agit d'une condition essentielle permettant aux enfants, indépendamment de leur situation géographique ou de leur revenu, de survivre, de se rétablir, de poursuivre leurs études et de travailler sans subir de handicap évitable ni de perte inutile. Il s'agit d'une mesure indispensable à l'épanouissement des enfants.

RECOMMANDATIONS

AUX JEUNES

Les jeunes ont le pouvoir de plaider en faveur de soins de santé équitables en sensibilisant la population, en suscitant la solidarité et en exigeant des dirigeants qu'ils rendent des comptes. Partout au Canada, les jeunes mènent déjà des campagnes à l'échelon local visant à promouvoir la santé mentale, la réconciliation et la justice sociale. Leur voix compte dans le façonnement de l'avenir des soins de santé.

- Tirer parti des médias sociaux pour partager des témoignages sur l'inaccessibilité des soins de santé et mettre en évidence les disparités.
- Se joindre ou créer des groupes de défense locaux (par exemple, des conseils de santé pour les jeunes, des associations d'étudiants) pour faire pression en faveur de politiques de soins de santé équitables.
- Participer à des pétitions, à des manifestations et à des campagnes visant à protéger les soins de santé universels.
- S'engager aux côtés d'organisations dirigées par des autochtones pour multiplier les appels en faveur de soins culturellement sûrs.
- Sensibiliser les pairs aux dangers de la privatisation et à l'importance de défendre la Loi canadienne sur la santé.



[Pour améliorer la santé d'une communauté dans l'ensemble, il faut] s'ouvrir à la compréhension des expériences individuelles et à la création d'espaces sûrs, sans jugement, où les gens peuvent parler de leurs problèmes. »

– Membre de la communauté U-Report, avril 2025



AUX ADULTES ALLIÉS

Les parents, les éducateurs, les professionnels de la santé et les responsables communautaires jouent un rôle essentiel dans le soutien à la promotion des droits de la jeunesse. Les alliés adultes peuvent amplifier la voix des jeunes, encadrer les défenseurs émergents et s'attaquer aux barrières systémiques.

- Encadrer les jeunes pour qu'ils acquièrent des compétences en matière de plaidoyer, telles que la rédaction d'exposés de politique, l'organisation d'événements et la prise de parole devant les médias.
- Appuyer les initiatives de santé menées par les autochtones en faisant du bénévolat, en collectant des fonds ou en forgeant des partenariats avec les communautés autochtones.
- Amplifier la voix des jeunes au sein des espaces politiques, en veillant à ce que les jeunes participent aux consultations et aux comités.
- S'élever contre la privatisation qui nuit à l'équité en matière de soins de santé.
- Recourir aux plateformes professionnelles (écoles, cliniques, milieux de travail) pour sensibiliser le public à l'importance de l'universalité et de l'accessibilité des soins de santé.

AUX DÉCIDEURS

Tous les paliers de gouvernement ont le pouvoir de façonner les politiques de santé. Garantir un accès équitable exige des investissements concrets, des changements systémiques et une défense ferme du principe d'universalité.

- Investir dans les infrastructures de soins de santé en milieu rural, y compris les cliniques, les unités mobiles et l'expansion des services de soins à distance.
- Former et fidéliser les prestataires de soins de santé autochtones grâce à des bourses d'études ciblées, à des programmes de mentorat et à des programmes communautaires.
- Appliquer la Loi canadienne sur la santé pour empêcher la privatisation des services nécessaires sur le plan médical.
- Accroître le financement des services de santé mentale et de santé reproductive au sein des communautés rurales et éloignées.
- Mettre en œuvre les appels à l'action n° 18 à 24 de la Commission Vérité et Réconciliation portant sur la santé des populations autochtones.

LE RAPPORT LA SITUATION DES ENFANTS DANS LE MONDE DE L'UNICEF

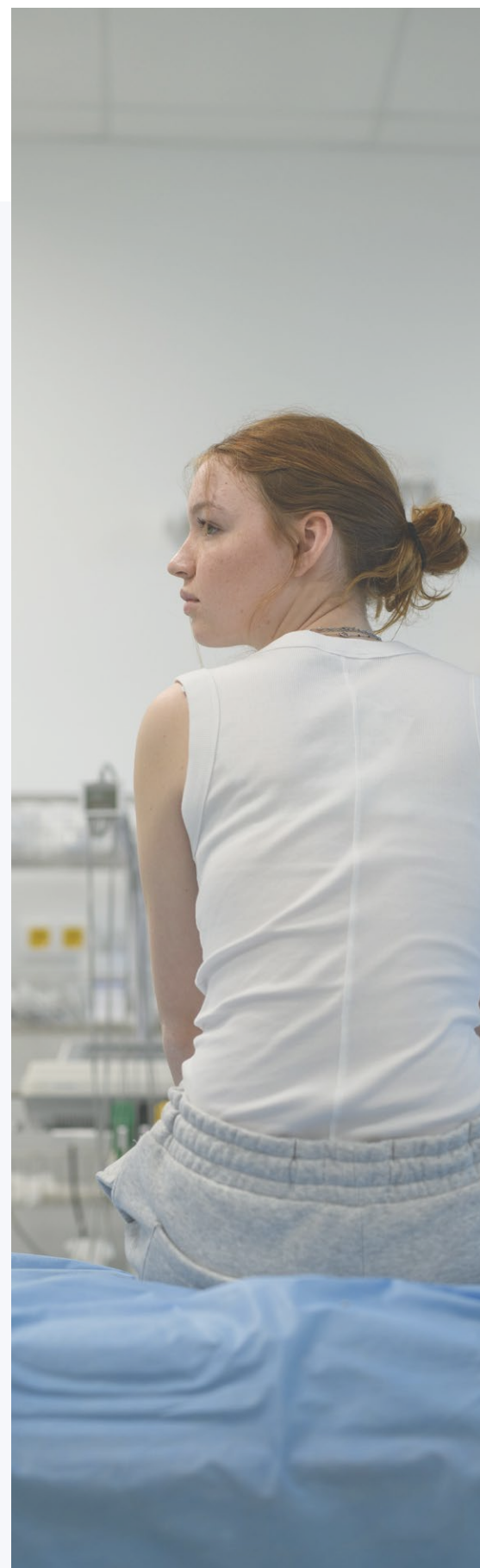
Du point de vue de la jeunesse, comment les disparités en matière de revenu familial peuvent-elles influencer la manière dont les jeunes font l'expérience des soins de santé?

Le revenu familial influence profondément l'accès des jeunes aux soins de santé au Canada. Pour les familles à faible revenu, les coûts cachés liés aux déplacements, à l'hébergement et aux congés rendent souvent les soins de santé inaccessibles (Kornelsen et coll., 2021; ICIS, 2025). Un enfant issu d'une communauté nordique éloignée et nécessitant des soins spécialisés peut devoir parcourir des centaines de kilomètres en avion, à des coûts pouvant atteindre des milliers de dollars, et les systèmes territoriaux consacrent déjà une part importante de leurs budgets de santé aux déplacements médicaux vers les centres urbains (Young, 2019; Nunatsiaq News, 2019; Services aux Autochtones Canada, 2022). Les familles aux ressources limitées sont confrontées à des choix impossibles, à savoir la recherche d'un traitement ou la satisfaction de besoins élémentaires tels que la nourriture ou le loyer (Martin et coll., 2024).

Ces iniquités touchent de manière disproportionnée les jeunes autochtones et ruraux, qui sont plus susceptibles de grandir dans la pauvreté en raison d'obstacles systémiques (Conseil consultatif national sur la pauvreté, 2024; Statistique Canada, 2025; Campagne 2000, 2023). La pauvreté aggrave l'inaccessibilité des soins de santé. Les enfants appartenant à des familles à faible revenu ont moins de chance de bénéficier en temps voulu de soins de la vue, de soins de santé mentale et de soins dentaires qui échappent en grande partie au système universel du Canada, malgré les récentes mesures visant à étendre partiellement les soins dentaires (Société canadienne de pédiatrie, 2013; Société canadienne de pédiatrie, 2025; Régime canadien de soins dentaires, 2025; Association médicale canadienne, 2024).

La privatisation des soins de santé menace d'aggraver ces inégalités. Si les services nécessaires sur le plan médical sont de plus en plus confiés à des prestataires privés, les familles plus aisées recevront des soins plus rapidement, tandis que les familles à faible revenu patienteront plus longtemps dans la file d'attente publique, ce qui nuira à l'équité et enracinera un cycle selon lequel la pauvreté dicte les résultats en matière de santé dès le plus jeune âge (Flood et Thomas, 2020; Hedden et coll., 2023; Fierlbeck et Marchildon, 2023).

Les soins de santé ne devraient pas dépendre du revenu, de la situation géographique ou de l'identité. En s'attaquant à la fois à la pauvreté et à l'accessibilité des soins, le Canada peut garantir à chaque enfant le droit de grandir en bonne santé et bien entouré.



LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES



La situation actuelle des changements climatiques

Les changements climatiques ont pris le monde d'assaut. Les pratiques de fabrication non durables des grandes entreprises, qui limitent délibérément les réparations, raccourcissent la durée de vie des produits et poussent les consommateurs à les remplacer constamment, posent un problème de plus en plus grave. En réalité, la divulgation publique de renseignements concernant tout particulièrement la perte de biodiversité, qui constitue un aspect des pratiques environnementales et manufacturières courantes, n'est observée que par 35 % des entreprises canadiennes (Canadian Manufacturing, 2022). Selon un sondage réalisé en 2018 auprès de consommateurs canadiens, 80 % des personnes interrogées ont affirmé qu'elles achetaient leurs appareils à l'état neuf (et non de seconde main), ce qui génère une quantité importante de déchets (Girard et coll., 2018). Ces tactiques ne se contentent pas d'exploiter les consommateurs sur le plan financier, elles nuisent également à l'environnement et étouffent les petites entreprises éthiques. Le Canada doit mettre en lumière ses réformes industrielles en matière de lutte contre l'obsolescence programmée et en faveur du droit à la réparation.

Pourquoi les gens devraient-ils se préoccuper de leurs droits en tant que consommateurs?

La façon dont les entreprises fabriquent leurs produits exerce une incidence directe sur les consommateurs et l'environnement. Lorsque les entreprises cherchent à prendre des raccourcis, la qualité des produits s'en ressent. Par exemple, un téléphone peut être délibérément conçu pour s'user rapidement, ce qui oblige les utilisateurs à le remplacer plus tôt qu'ils ne le souhaiteraient. Certaines entreprises limitent également les réparations à leurs propres services, laissant peu d'options aux consommateurs

lorsque le produit ne fonctionne plus, si ce n'est l'achat du dernier modèle. Non seulement ces pratiques exploitent les clients, mais elles génèrent également davantage de déchets électroniques. Au Canada seulement, plus d'un million de tonnes de déchets électroniques, dont une grande partie aurait pu être utilisée pendant des années, finissent dans des décharges (Griffins, 2023). Ces déchets déversent des toxines nocives dans l'eau et la terre environnantes, tuant la flore et la faune naturelles et accélérant encore la détérioration de notre environnement.

Le fardeau environnemental

Notre trajectoire actuelle alimente une crise en matière d'accessibilité financière et d'environnement. Les voitures modernes, bourrées de composants électroniques et de verrous logiciels, en témoignent clairement : même les réparations les plus simples nécessitent des outils propres aux concessionnaires et le coût moyen de leurs services au Canada est passé de 432 \$ l'année dernière à 456 \$ cette année. Cette situation engendre également des déchets, car de nombreuses voitures sont mises à la casse prématurément alors qu'elles sont toujours en état de marche.

Des règles équitables et des entreprises dont les pratiques commerciales sont durables peuvent remédier à cette crise environnementale et créer des marchés qui profitent aux individus et à la planète. Le projet de loi 29 du Québec prouve que le changement est possible. Il interdit l'obsolescence programmée et exige des produits durables, réparables et garantis. Cette réforme protège les consommateurs, soutient les emplois dans le secteur de la réparation et constitue un modèle d'action à l'échelle nationale.

Les défis posés par les changements climatiques qui guettent les jeunes d'aujourd'hui

Les jeunes d'aujourd'hui, tant sur la scène mondiale que nationale, ont un rôle important à jouer en ce qui concerne les changements climatiques résultant de l'augmentation du consumérisme provoquée par l'obsolescence programmée et d'autres pratiques similaires, car celle-ci favorise souvent le cycle insoutenable des produits qui afflige notre vie moderne.

Tout d'abord, les jeunes Canadiens qui viennent tout juste d'entrer sur le marché du travail finiront par payer plus cher des biens qui sont conçus pour être remplacés plutôt que réparés. Par exemple, diverses technologies qui sont maintenant essentielles pour réussir à l'école et sur le marché du travail sont de plus en plus coûteuses à mesure que les anciens appareils et logiciels deviennent obsolètes. Ce phénomène entraîne des coûts supplémentaires, en particulier lorsque les réparations sont verrouillées ou protégées par une barrière logicielle et que les jeunes

sont contraints d'effectuer de nouveaux achats. Et malheureusement, cette tendance touche de manière disproportionnée la jeunesse en situation de pauvreté.

Deuxièmement, de nombreux produits sujets à ces pratiques sont fabriqués dans des pays à faible revenu qui adoptent des politiques d'exploitation de la main-d'œuvre impliquant souvent des jeunes. L'augmentation de la demande pour ces produits peut donc soutenir ces politiques et contribuer à nuire aux jeunes à l'étranger.

Enfin, les conséquences plus importantes des changements climatiques anthropogéniques sont susceptibles de se répercuter sur les jeunes du monde entier. Il peut s'agir de répercussions au quotidien, comme la hausse du prix des denrées alimentaires ou d'événements extrêmes, comme les catastrophes naturelles qui menacent les infrastructures et la sécurité.



Les gouvernements doivent être plus transparents sur l'état de l'environnement et sur les raisons des problèmes existants. »

– Membre de la communauté U-Report, juillet 2025



RECOMMANDATIONS

AUX JEUNES

Les jeunes sont à l'avant-garde du changement social et leur influence, qui s'étend sur plusieurs générations, exerce un poids considérable. Non seulement leurs efforts contribuent à réduire les déchets et les coûts, mais ils font également des jeunes les leaders d'une démarche axée sur l'équité, l'accessibilité financière et la durabilité.

- **Inciter les commissions et les administrations scolaires à se doter de technologies qui respectent les principes du droit à la réparation**, assorties de garanties qui reflètent des normes similaires à celles du projet de loi 29 du Québec.
- **Aménager des cafés proposant des formations à la réparation** au sein de centres communautaires et d'établissements scolaires, où des bénévoles de la région enseignent aux étudiants comment réparer leur propre matériel technologique et d'autres objets.
- **Faire pression sur les associations étudiantes** pour qu'elles adoptent des politiques d'approvisionnement exigeant le recours à des appareils durables et réparables dans les laboratoires, les bibliothèques et les résidences.
- **Plaider en faveur de la cause** en rédigeant des lettres, en lançant des pétitions et en soumettant des mémoires dans le cadre de consultations provinciales visant à promouvoir l'adoption d'une législation nationale similaire au projet de loi 29.
- **Former un réseau national en faveur du droit à la réparation au Canada**, réunissant des étudiants, des activistes et de jeunes professionnels de tout le pays.
- **Soutenir les petites entreprises locales qui s'inscrivent dans une démarche de développement durable** en s'approvisionnant directement auprès d'elles ou en travaillant comme bénévole en marketing et en sensibilisation.

AUX ADULTES ALLIÉS

- **Aider les jeunes à rédiger des exposés de politique, des pétitions et des analyses qui ajoutent de la crédibilité.** Les adultes possédant des compétences juridiques peuvent également intenter des actions en justice contre les entreprises qui contribuent délibérément aux changements climatiques, obliger les grandes entreprises à rendre des comptes et enseigner à d'autres comment invoquer la loi pour défendre le climat.
- **Étudier les répercussions financières de l'obsolescence programmée** et mettre en évidence la façon dont la réparabilité réduit les coûts à long terme, soutient l'emploi local et renforce les petites entreprises. Promouvoir des avenues financièrement durables visant à protéger l'environnement et concevoir des politiques qui garantissent la viabilité économique des solutions.
- **Recenser les entreprises qui exploitent l'obsolescence programmée** et publier des conclusions qui révèlent les dommages économiques et sociaux engendrés par ces pratiques. Veiller à ce que l'action climatique puisse réellement être mise en œuvre, prodiguer des conseils au sujet des politiques existantes et braquer les projecteurs sur les entreprises qui entravent activement les progrès en matière de climat.
- **Souligner les avantages du projet de loi 29** et diffuser ses résultats à l'échelle du pays.
- **Discuter de l'obsolescence programmée entre collègues** afin de susciter une prise de conscience et de rétablir l'obligation de rendre des comptes.

RECOMMANDATIONS

AUX DÉCIDEURS

Le projet de loi 29 du Québec visant à lutter contre l'obsolescence programmée et à promouvoir le droit à la réparation ayant été adopté, le gouvernement canadien pourrait modifier ce projet de loi pour qu'il soit mis en œuvre dans l'ensemble du pays, toutefois, cette législation ne suffit pas à elle seule.

- **Adopter la CSRD (European Union Corporate Sustainability Reporting Directive), c'est-à-dire la directive européenne relative à la publication d'un rapport de durabilité à l'intention des entreprises.** Bon nombre d'entreprises prennent désormais des engagements ayant trait au cycle de vie des produits ou à l'économie circulaire dans leurs rapports de divulgation (par exemple, en matière de recyclabilité ou de durabilité).
- **Obliger les entreprises à rendre compte au public et au gouvernement.** Les entreprises doivent divulguer la liste de leurs fabricants, estimer de manière raisonnable la date de péremption de leurs produits et faire état de la qualité de ces derniers. Des vérificateurs chargés du suivi de la fabrication pourraient procéder à tout moment à des contrôles auprès des entreprises, qui devraient être tenues de divulguer leurs pratiques manufacturières, toute obsolescence programmée et leurs réglementations en matière de droit à la réparation.
- **Sensibiliser les consommateurs** de manière à les habiliter à reconnaître et à signaler les violations flagrantes, ce qui se traduira par de lourdes amendes.
- **Tenir les industries responsables** en compilant les données émanant des provinces et en créant un tableau public répertoriant les normes industrielles qui régissent certains secteurs tels que l'automobile, les appareils électroménagers et les équipements industriels, ainsi que les mesures prises par les entreprises pour se conformer à ces normes.
- **Encourager les grandes entreprises à lutter contre l'obsolescence programmée** et à défendre le droit à la réparation en proposant des mesures d'incitation. Des subventions accordées en fonction de paliers économiques pourraient encourager les entreprises à améliorer leurs pratiques manufacturières. Il s'agit d'amener les grandes entreprises à revoir leur conception de la fabrication dans le but de limiter l'obsolescence programmée et promouvoir le droit à la réparation à court terme en neutralisant les coûts supplémentaires.



62 %

des membres de la communauté U-Report sont fortement en accord avec l'énoncé suivant : « Les changements climatiques et la durabilité environnementale devraient être une priorité absolue pour les gouvernements et les dirigeants d'entreprise ».

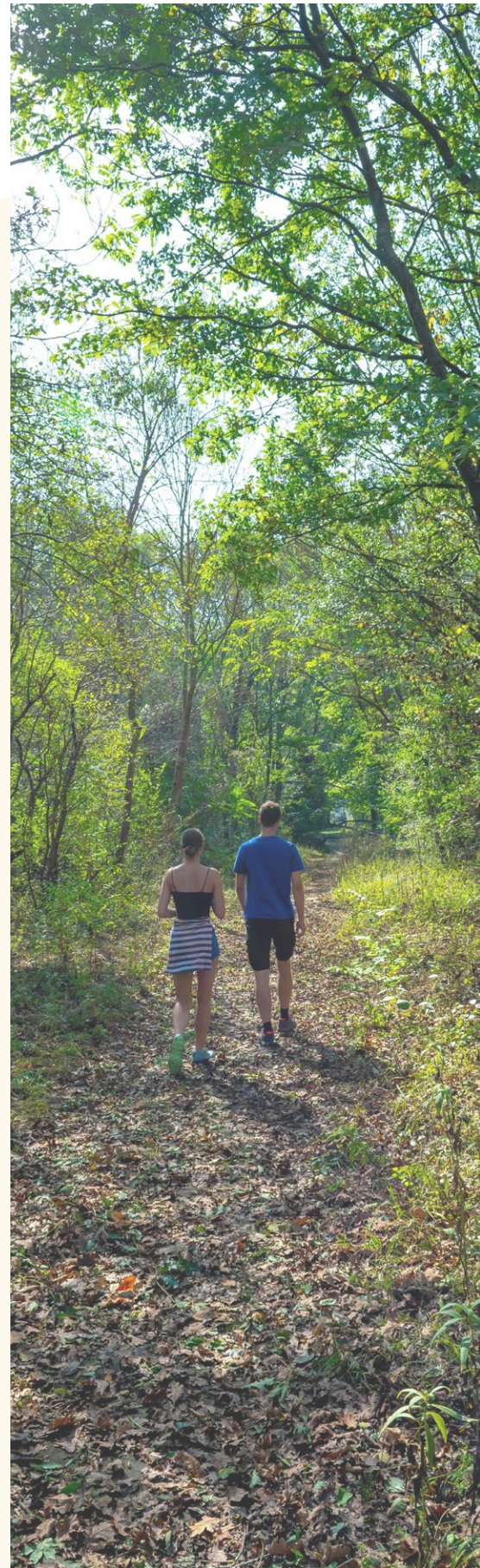
(JUILLET 2025)

LE RAPPORT LA SITUATION DES ENFANTS DANS LE MONDE DE L'UNICEF

Du point de vue de la jeunesse, comment les disparités en matière de revenu familial peuvent-elles influencer la manière dont les jeunes font l'expérience des changements climatiques?

Le processus de maturation des jeunes consiste en grande partie à trouver leur place dans la société. Cependant, en raison des conséquences inévitables des changements climatiques, accélérées par l'obsolescence programmée de certains produits, cette transition charnière ne fera que se compliquer. Malheureusement, le statut socioéconomique de la famille des jeunes constitue un facteur déterminant dans la réussite de leur passage à la vie professionnelle. Les changements climatiques interviennent également dans la mesure où les personnes en situation de pauvreté, y compris les jeunes, sont souvent victimes de pratiques malveillantes en matière d'obsolescence programmée.

Alors que les biens essentiels deviennent plus dispendieux en raison de l'inflation et de la priorité accordée aux actionnaires, une personne disposant d'un budget plus restreint est en réalité souvent contrainte de choisir entre deux options dont aucune ne peut satisfaire convenablement ses exigences en matière d'utilité du produit. Elle peut soit investir lourdement dans un produit dont le coût initial est plus élevé ou choisir une option moins coûteuse dont la durée de vie sera plus courte. Bien souvent, elle n'a d'autre choix que d'opter pour la seconde solution. La théorie des bottes de Sam Vimaire, fondée sur l'exemple de l'achat de bottes bon marché ou à prix plus élevé pour illustrer les enjeux socioéconomiques plus profonds, résume parfaitement cette tendance. Bien que la théorie traite en fin de compte du coût de la pauvreté et de ses conséquences sur la classe ouvrière, elle illustre clairement la manière dont l'obsolescence programmée touche directement les groupes économiques marginalisés en les obligeant à acheter un produit qui coûte plus cher à long terme sous prétexte qu'il coûte moins cher au départ.



DES PAROLES À L'ACTION

Nos défenseurs de la jeunesse se sont exprimés avec vigueur et passion sur les enjeux qui leur tiennent le plus à cœur. Leurs déclarations reflètent non seulement les défis auxquels ils sont confrontés, mais aussi une vision claire d'un avenir plus juste, plus inclusif et plus durable.

Les jeunes ont évoqué :

Les droits de l'enfant : en revendiquant leur droit à participer pleinement aux processus décisionnels et à édifier leur propre avenir.

L'éducation : en préconisant la mise en œuvre de programmes scolaires axés sur la santé qui prévoient l'enseignement de compétences pratiques utiles dans la vie quotidienne permettant de façonner l'avenir des enfants et des jeunes.

La gouvernance et la réforme des systèmes : en soulignant la nécessité de mettre en place des processus consultatifs où les personnes ayant une expérience vécue contribuent à l'élaboration des politiques.

Les soins de santé : en exigeant des investissements visant à améliorer les systèmes de santé et à adopter des solutions qui permettent à tout un chacun d'avoir accès à des soins de santé équitables et abordables.

Les changements climatiques : en plaidant en faveur de solutions et de pratiques durables pour contrer les coûts liés à la consommation excessive due à l'obsolescence programmée.

Un message clair sous-tend ces déclarations : la jeunesse canadienne est prête au changement. Les jeunes sont des leaders, des défenseurs et des partenaires essentiels à l'élaboration de solutions, formulant des recommandations fondées sur leurs réalités vécues, leur créativité et leur engagement résolu en faveur de l'équité.

Mais ils ne peuvent pas y parvenir seuls.

Il incombe désormais **aux gouvernements, aux organisations et aux communautés** d'agir. Cela signifie :

- amplifier la voix des jeunes au sein des espaces décisionnels;
- financer les initiatives de plaidoyer menées par les jeunes;
- créer des plateformes accessibles permettant aux jeunes de participer à la conception de solutions aux enjeux qui les concernent directement.

VOTRE RÔLE AU COURS DE LA PROCHAINE ÉTAPE

En soutenant les jeunes, en leur accordant la priorité dans le cadre de nos efforts collectifs et en répondant concrètement aux appels à l'action énoncés dans le Livret stratégique Ré-imagine de cette année, nous pouvons réimaginer un avenir plus juste, plus durable et plein d'espoir.

Commencez dès aujourd'hui : faites circuler ce livret stratégique, ouvrez le dialogue avec les jeunes de votre communauté ou entrez en contact avec des organisations qui se consacrent déjà à cette mission. L'avenir est prometteur, mais il commence par les décisions que nous prenons et les discussions que nous menons aujourd'hui.



| pour chaque enfant

À propos d'UNICEF Canada

L'UNICEF est le plus important organisme humanitaire dans le monde axé sur les enfants et les adolescents. Créé par les Nations Unies, l'UNICEF est l'une des rares organisations à travailler à la fois au Canada et à l'échelle internationale. UNICEF Canada est le visage de l'UNICEF au Canada. Nous protégeons les droits et le bien-être des enfants et des jeunes en mobilisant des ressources pour eux, en plaidant pour des politiques et des pratiques toujours meilleures, et en mobilisant des jeunes de tous horizons en tant que détenteurs de droits et défenseurs de la jeunesse. Nous demandons aux Canadiens d'agir et de faire mieux pour les enfants et les jeunes.

L'UNICEF est entièrement tributaire de contributions volontaires.

Pour en savoir plus sur UNICEF Canada, veuillez visiter le www.unicef.ca/fr.

Pour obtenir des mises à jour, suivez-nous sur Facebook, Instagram, et X.

